



47, avenue Mathurin-Moreau
75019 PARIS

Puissance 2012

Roger Bordier – 19/10/2011

C'est un matraquage ininterrompu, un jeu insensé de répétitions : la présidentielle...la présidentielle...la présidentielle... Chaque jour, nous sommes en mai 2012 et il va falloir subir, de longs mois encore, cette anticipation forcenée, cette sorte de perversion du suffrage universel qui fait passer de la démocratie à l'électorisme. C'était sans doute fatal : qu'est-ce que le second tour d'un scrutin qui ne laisse plus le choix qu'entre deux candidats, si ce n'est un plébiscite ? Les primaires socialistes se sont bâties sur ce modèle, ce qui confirme le ralliement complet du Parti socialiste à cette inacceptable cinquième République qu'il ne combattit guère qu'à son apparition

Rochefort disait : je suis citoyen et n'ai nul besoin d' être présidé. Que dirait-il aujourd'hui, alors que nous sommes surprésidés ? Heureusement, l'autocratie n'est pas indestructible. La domination d'un seul a atteint de telles proportions qu'elle en devient parfois ridicule : écoutez ces ministres falots qui ne peuvent ouvrir la bouche sans dire : comme l'a voulu le président... ainsi que l'a décidé le président... suivant la déclaration du président...

Sous le poids supérieur, le Parlement se courbe. Ce qui est une autre manière de mépriser le peuple, qui élit ses représentants.

Chacun a sans doute ici sa part de responsabilité. Ce pauvre peuple, pour bien le comprendre, pour exister fraternellement en lui, peut-être manquons-nous, en ces temps trop prosaïques, d'un certain lyrisme, pourquoi pas d'un certain panache. En 1869, le jeune savant professeur au Collège de France, Gustave Flourens, qui sera l'un des communards les plus représentatifs, provoquait en duel le journaliste réactionnaire Paul de Cassagnac parce qu'il jugeait que celui-ci avait publié un article insultant pour le peuple. On allait sur le terrain pour diverses raisons : pour les beaux yeux d'une dame, une gifle intentionnellement donnée, une injure faite en public, mais pour un pareil motif, ce fut sûrement la première fois, et la dernière. Grièvement blessé, Flourens dédia sa blessure au peuple, dont il avait vengé l'honneur.

Les duels sont passés de mode, et c'est peut-être dommage : imaginez qu'un Flourens d'aujourd'hui aille demander réparation au maire UMP de Nogent-sur-Marne parce qu'il estime que ce maire a insulté les pauvres en leur interdisant, et de plus sous peine d'amende, de chercher leur nourriture dans les poubelles. Ce magistrat municipal s'était déjà distingué en prenant un arrêté anti-mendicité. Il vient d'être imité en cela par le maire de Marseille qui entend protéger le Vieux-Port des fréquentations indésirables, et là aussi sous peine d'amende. Peut-être ces notables feront-ils des émules et peut-être verra-t-on s'étendre en France cette mesure à l'attention des personnes délicates : la pénalisation de la pauvreté. Dans Les Affaires sont les affaires, de Mirbeau, le riche Isidore Lechat se montre fort mécontent d'apprendre qu'une vieille femme a, pour se chauffer, ramassé des

branchages dans sa propriété. Son épouse objecte, bien que timidement : Mais, mon ami, les pauvres ont toujours eu le droit de ramasser le bois mort Là, il explose : Les pauvres n'ont aucun droit. Au fond, il a raison : pas même celui d'être pauvres, puisque cet état peut entraîner condamnation. Lafargue dénonçait dans une certaine bourgeoisie l'intelligence étroite et l'égoïsme féroce. Pourquoi, contre cette bourgeoisie de domination de classe, ne retrouverions-nous pas cette force intellectuelle, cette énergie du défi, cet esprit de décision sans lesquels il ne sera jamais possible de construire une autre société ? Jusqu'à nouvel ordre, l'infériorité égoïste du pouvoir présidentiel se présente comme un obstacle majeur, mais sous certaines pressions, ces obstacles cèdent. Gardons confiance.

L'extrême personnalisation qui caractérise notre monarchie élective a fini par s'imposer partout, en tout, et ce n'est pas d'aujourd'hui. Pour ne retenir que ces exemples, en quoi le déménagement du Musée national d'art moderne fait-il de ce musée, Plateau Beaubourg, le Centre Pompidou, en quoi le transfert des livres de la Bibliothèque nationale fait-il de celle-ci la Bibliothèque Mitterrand ? Le Musée d'art moderne fut créé pour l'exposition universelle de 1937, quand M. Pompidou devait être étudiant et la Bibliothèque nationale fut définitivement constituée à Paris en 1570, une date qui, sauf erreur, a peu de rapports avec l'état civil de M. Mitterrand.

Il ne suffit pas à nos dirigeants, à nos politiques, de parler toujours à la première personne, il faut aussi qu'ils soient la personne première. Souhaitons qu'il vienne bientôt, ce moment où l'on pourra remiser l'arsenal du pouvoir monarcho-présidentiel, de l'autocratie, du Césarisme, au magasin des accessoires usés. Pourquoi ne nous passerions-nous pas de président, pourquoi n'aurions-nous pas, à sa place, une direction collégiale ? Ce serait aussi l'occasion de rappeler que les institutions républicaines ne sont à personne par définition ; qu'elles sont un bien collectif, précisément celui de ce peuple français, ni meilleur ni pire que d'autres, mais qui mérite mieux que le sort qui lui est fait.